



LA PALESTINE AUX NATIONS UNIES DOSSIER SPECIAL

SOMMAIRE

1. LA PROCEDURE
2. PALESTINE
LES POSITIONS DE LA SOCIETE CIVILE
3. PALESTINE
LES POSITIONS OFFICIELLES
4. ISRAEL
5. FRANCE
LES POSITIONS OFFICIELLES
6. FRANCE
OPINIONS
7. MONDE

1. LA PROCEDURE

Les Nations unies l'affirment sur leur site Internet : « **la reconnaissance d'un nouvel État ou d'un nouveau gouvernement est un acte que seuls les autres États et gouvernements peuvent accomplir.** Elle implique généralement l'instauration de relations diplomatiques. L'ONU n'étant ni un État, ni un gouvernement, elle n'est pas habilitée à reconnaître un État ou un gouvernement ». En d'autres termes, **être membre des Nations unies n'est pas une condition pour la reconnaissance d'un Etat.** Chaque Etat et organisation internationale choisit bilatéralement de considérer ou non la Palestine comme un Etat. L'existence d'un Etat est un élément purement factuel et politique. Il existe des Etats membres des Nations unies qui ne sont pas reconnus en tant qu'Etat par d'autres pays. Actuellement 117 Etats ont explicitement reconnu la Palestine.

Conformément à la Charte des Nations Unies, peuvent devenir Membres de l'ONU « tous [les] États pacifiques qui acceptent les obligations de la [...] Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir »¹. **C'est l'Assemblée générale (à la majorité des deux tiers), sur recommandation du Conseil de sécurité, qui décide d'admettre des États candidats à l'adhésion** (une majorité de 9 voix sur 15 est nécessaire au sein du Conseil de sécurité. Aucun des 5 membres permanents ne doit opposer son veto).

Le 23 septembre devant le Conseil de sécurité.

Le 15 septembre, Riyad Al-Malki, ministre palestinien des Affaires étrangères, a annoncé que « le 23, à 12H30, le président Abbas soumettra la demande à M. Ban. Notre priorité maintenant est d'aller au Conseil de sécurité et de demander notre admission. Nous allons soumettre notre demande pour devenir membre (de l'ONU) à part entière (...). Mais d'ici là nous sommes ouverts à toutes suggestions et idées qui pourraient venir de tous côtés pour reprendre des négociations sur des bases fermes, avec des termes de référence clairs, un calendrier clair et des garanties claires ».

Etat non membre

Dans la mesure où les Etats-Unis ont annoncé qu'ils utiliseront leur droit de veto au sein du Conseil de sécurité, une solution est envisageable : obtenir le vote de l'Assemblée générale d'une résolution qui élèvera le statut de la Palestine à l'ONU d'observateur à **Etat non membre**. Un tel statut est basé sur la pratique, il n'est pas mentionné par la Charte des Nations unies. Cette solution ne requerrait qu'un vote de l'Assemblée générale à la majorité simple.

Le seul Etat non membre au sein des Nations unies est le **Vatican**, représenté par le Saint Siège (la Suisse avait aussi ce statut jusqu'en 2002). Un Etat non membre a tous les droits d'un Etat membre sauf celui de voter et de présenter des candidats.

Si Palestine obtient ce statut, elle pourrait notamment intégrer diverses conventions internationales, signer certains traités internationaux dont le traité de Rome concernant le statut de la Cour pénale internationale. Elle aura à sa disposition de nouveaux outils pour qu'Israël respecte les droits de l'Homme des Palestiniens. Cela veut aussi dire pour la Palestine l'obligation de faire respecter les droits de l'Homme sur son propre territoire.

Pour en savoir plus, deux rapports à lire :

→ Al-Haq's Questions & Answers on Palestine's September Initiatives at the United Nations – **Al Haq** - http://www.alhaq.org/pdfs/qa_July_2011.pdf

→ Human Rights in the Occupied Territories: Possible Implications of the Recognition of Palestinian Statehood - **Association for Civil Rights in Israel** - <http://www.acri.org.il/en/wp-content/uploads/2011/09/ACRI-Implications-of-September-ENG.pdf>

¹ http://www.un.org/fr/members/about_members.shtml

2. PALESTINE

LES POSITIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

→ RÉSEAU DES ONG PALESTINIENNES (PNGO)

« Tout geste politique vers une participation pleine et entière au Nations unies doit maintenir le statut de l'OLP en tant que plus haut niveau d'autorité. Le Réseau des ONG palestiniennes affirme que l'OLP est le seul et légitime représentant du peuple palestinien. Pour le Réseau des ONG palestiniennes, cette initiative de septembre n'est qu'un aspect d'une stratégie et non la stratégie dans son ensemble.

La décision d'interpeller les Nations unies est irréversible. Elle ne doit pas être sujette à d'autres formules ou tentatives d'offrir d'autres solutions comme un retour à la table des négociations sur la base actuelle des termes de référence. L'alternative aux négociations est de transférer notre cas (la cause palestinienne) dans des forums internationaux à travers une nouvelle conférence internationale sous les auspices des Nations unies ».

→ PALESTINIAN CENTRE FOR HUMAN RIGHTS

« La décision de la direction palestinienne d'approcher les Nations unies est une décision politique que nous soutenons. Le principal risque est néanmoins lié au statut politique et juridique de l'OLP au sein des Nations unies. **La principale question est : après la déclaration de l'Etat palestinien, l'OLP conservera-t-il son statut politique et juridique en tant que représentant du peuple palestinien, en particulier des réfugiés palestiniens ou non ?**

La reconnaissance de l'Etat de Palestine signifiera la reconnaissance du peuple palestinien en tant qu'entité politique et juridique dans le territoire d'un Etat qui inclut le territoire palestinien occupé en 1967 (la Cisjordanie dont Jérusalem et la bande de Gaza). **Les réfugiés palestiniens, surtout dans la diaspora, ne seraient pas inclus dans cette définition juridique et politique du peuple palestinien.** La direction palestinienne devrait reconnaître ces risques sérieux concernant le statut politique légal et politique de l'OLP et de sa relation avec la question des réfugiés, dans l'élaboration de sa stratégie pour Septembre ».

http://www.pchrgaza.org/portal/en/index.php?option=com_content&view=article&id=7692:position-paper-pchr-warns-of-prejudice-of-palestinian-refugees-right-of-return&catid=48:pchrpositionpapers&Itemid=232

→ BADIL

« Le statut et la légitimité de l'OLP provient de la souveraineté populaire, il est le représentant du peuple palestinien tout entier, dont la majorité ne vit pas dans les territoires occupés. Le remplacement de l'OLP priverait cette majorité de Palestiniens du droit de s'exprimer en supprimant la structure unificatrice et représentative qui leur appartient. De ce point que l'initiative de septembre dépend. L'absence de véritable réponse de la part de la direction palestinienne et son manque de volonté de clarifier la façon dont l'OLP maintiendra son statut en tant que représentant aux Nations unies a conduit à l'émergence d'un certain scepticisme au sein de la société palestinienne. **Cette inquiétude parmi les Palestiniens [...] doit être apaisée par une réaffirmation publique que l'OLP conservera son siège en tant que représentant du peuple palestinien aux Nations unies.** »

<http://www.badil.org/en/press-releases/138-2011/3242-badil-demands-maintenance-of-plo-status-in-the-un>

→ AL HAQ (QUESTIONS ET RÉPONSES SUR L'INITIATIVE DE SEPTEMBRE (EXTRAITS))

→ *Est-ce que la question de l'existence d'un Etat de Palestine est concernée par la l'initiative de septembre ?*

« La question de savoir si oui ou non la Palestine est un Etat en droit international n'est pas posée par cette initiative, qui n'y répond pas non plus. En tant que tel, devenir membre des Nations unies [...] ne peut déterminer s'il s'agit d'un Etat – chaque Etat et organisation internationale auront le dernier mot pour savoir s'ils choisissent de considérer la Palestine comme un Etat. Cela dépend entièrement de leur volonté politique et de la légitimité que chacun choisit d'attribuer à la Palestine et non sur une détermination objective sur la base du droit international.

Ce qui est en jeu dans le contexte de l'initiative de septembre n'est pas le caractère étatique de la Palestine en soi mais une stratégie pour renforcer la position la Palestine dans l'ordre légal international. »

→ *Quels sont les risques ? L'initiative de septembre peut elle mettre en danger la future application des droits nationaux des Palestiniens et/ ou la question des frontières et des réfugiés ?*

« **Le droit à l'auto-détermination et le droit au retour des réfugiés (qui fait partie du droit à l'autodétermination) sont des droits que portent et exercent les individus, non un Etat. Ils ne sont pas compromis par l'admission d'un Etat dans une organisation internationale ou sa reconnaissance par d'autres Etats [...]** L'initiative de septembre n'aura pas pour conséquence l'érosion de ces droits ou ne préjugera pas de l'exercice futur de ces droits car en soi cette initiative ne consiste pas dans l'exercice d'un droit ».

http://www.alhaq.org/pdfs/qa_July_2011.pdf

→ COMITÉS POPULAIRES CONTRE LE MUR ET LES COLONIES

« Les comités considèrent que **Septembre sera une étape très importante dans l'histoire de la lutte palestinienne et appelle le peuple palestinien dans toutes ses composantes à s'engager activement et à répondre présent lors de cette étape** ».

<http://www.bilin-village.org/english/articles/testimonies/The-popular-committees-against-the-wall-and-settlements-confirms-that-next-September-is-the-immense-popular-battle-for-the-recognition-of-the-State-of-Palestine-number-194-at-the-UN>

→ BOYCOTT NATIONAL COMMITTEE

« Le BNC se réjouit de la reconnaissance, par une grande majorité des États du monde, du fait que le droit des Palestiniens à la souveraineté et à la libération de l'occupation israélienne est depuis longtemps un dû (...). [Mais] **une reconnaissance diplomatique doit conduire à la protection du droit inaliénable à l'autodétermination du peuple palestinien tout entier, représenté par une OLP démocratisée et ouverte non seulement aux représentants des Palestiniens sous occupation, mais aussi aux exilés – la majorité du peuple palestinien – et aux citoyens discriminés d'Israël** ».

<http://www.bdsmovement.net/2011/bnc-reiterates-its-position-on-september-7794>

→ AKRAM HANIYEH, DIRECTEUR DU QUOTIDIEN AL AYYAM (JÉRUSALEM)

« Ce que je redoute surtout, après septembre, c'est la déception, la frustration, la colère de mes compatriotes s'ils constatent que leur vie quotidienne ne s'améliore pas et que leur aspiration à un Etat indépendant a été trahie. Avant le vote de l'ONU, il faut que nos dirigeants disent la vérité au peuple. ».

<http://www.france-palestine.org/article18156.html>

→ **ALI ABUNIMAH — FONDATEUR DU SITE INTERNET ELECTRONIC INTIFADA**
« Aucune des violations sur le terrain – que l'on parle de la colonisation, de la construction du mur, des arrestations de masse, du nettoyage ethnique (...) ou du siège de Gaza – ne cessera avec une déclaration des Nations Unies. A moins, évidemment, que des mesures concrètes soient prises pour obliger Israël à se soumettre. Mais nous avons été témoins du vote de dizaines de résolutions, durant des décennies, disant que ces actions israéliennes étaient illégales et devaient cesser, et aucune mesure n'a jamais été prise » « [l'État d']Israël a occupé les territoires de nombreux États souverains – le Liban, la Syrie ou l'Égypte – durant des décennies, et les Nations Unies n'ont jamais pris de mesures pour faire appliquer le droit international et pour forcer Israël à se retirer ».
<http://socialistworker.org/2011/07/26/justice-and-the-struggle-for-palestine>

3. PALESTINE

LES POSITIONS OFFICIELLES

→ **MAHMOUD ABBAS**

« L'admission de la Palestine aux Nations unies ouvrirait la voie à l'internationalisation du conflit en tant qu'affaire juridique et non politique. Cela ouvrirait aussi la voie pour poursuivre Israël devant les Nations unies, les instances de droits de l'Homme et la Cour internationale de justice. Notre volonté de faire reconnaître l'Etat palestinien ne devrait pas être considéré comme factice. Nous allons aux Nations unies pour garantir notre droit de vivre libre sur les 22% de notre foyer car nous avons négocié avec l'Etat d'Israël depuis 20 ans sans s'être jamais rapproché de la création de notre Etat. Nous ne pouvons pas attendre indéfiniment alors qu'Israël continue d'envoyer de plus en plus de colons en Cisjordanie occupée et nous interdit d'accéder à nos terres et nos lieux de prières, particulièrement à Jérusalem. Ni les pressions politiques ni les promesses de récompense par les Etats-Unis n'ont empêché Israël de continuer leur politique de colonisation. **Les négociations restent notre première option mais elles ont échoué et nous sommes maintenant forcés de nous tourner vers la communauté internationale pour nous aider à préserver l'opportunité d'un règlement juste et pacifique pour mettre terme au conflit** ».

http://www.nytimes.com/2011/05/17/opinion/17abbas.html?_r=1

→ **SAEB ERAKAT, MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'OLP ET NÉGOCIATEUR PALESTINIEN**

« Avec son discours devant le Congrès américain, Netanyahou a achevé d'enterrer le processus de paix. Le premier ministre israélien a ainsi prouvé au monde qu'il n'est pas un homme de paix. Il n'a manifesté de respect ni pour le droit international, ni pour les accords passés. Il a rejeté le principe le plus fondamental du processus de paix : l'échange de territoires contre la paix. **Nous refusons de laisser notre Etat de Palestine se faire ensevelir sous quarante années supplémentaires d'expansion des colonies israéliennes.** Nous, Palestiniens, allons continuer d'œuvrer pour la reconnaissance de notre Etat dans les frontières de 1967. Nous allons lancer la procédure de demande d'adhésion aux Nations unies et demander à l'Assemblée générale de soutenir notre appel pacifique à la concrétisation de nos aspirations nationales. **En l'absence de négociations sérieuses, en l'absence de mandat clair et puisque rien de ce qui a été conclu par le passé n'est appliqué, nous n'avons pas d'autre option** ».

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/07/1967-2011-les-palestiniens-n-attendent-pas-quarante-annes-de-plus_1532685_3232.html

→ **MARWAN BARGHOUTI**

« Bien sur, l'étape de Septembre ne satisfera pas seule nos droits nationaux mais c'est une étape dans cette direction et une chance pour la direction palestinienne de démarrer une nouvelle approche...et parvenir à un changement radical dans sa relation avec Israël ».

<http://www.france-palestine.org/article18161.html>

→ **AHMED YOUSEF, CONSEILLER D'ISMAEL HANIYEH**

« C'est un pas dans la bonne direction auquel personne ne s'oppose. **Le Hamas ne s'y oppose pas même si certains considèrent le voient comme un exercice futile** ».

<http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=406119>

→ **MOHAMMAD AWAD, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU GOUVERNEMENT DE GAZA**

« L'obstination d'Abbas à en appeler aux Nations Unies pour l'indépendance sur les frontières de 1967 est en réalité **une campagne médiatique qui ne débouchera sur aucun résultat significatif** ».

<http://www.arabnews.com/middleeast/article477442.ecc>

→ **MOHAMMAD ZAHAR, DIRIGEANT DU HAMAS**

« Si l'Autorité palestinienne appelle à des manifestations de solidarité avec la soi disante initiative de septembre, nous nous y opposerons car ils détiennent des gens en Cisjordanie. Comment puis leur donner le droit de manifester à Gaza si ils ne nous donnent pas ce droit en Cisjordanie ? »

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/hamas-distances-itself-from-palestinian-statehood-bid-at-un-1.384034>

→ **KAYID AL GHOUL, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU FPLP**

« Nous soutenons le plan de la direction palestinienne de se rendre aux Nations unies car c'est un droit naturel des Palestiniens et cela fait partie de la bataille politique contre l'occupation israélienne »

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/hamas-distances-itself-from-palestinian-statehood-bid-at-un-1.384034>

4. ISRAËL

POSITION OFFICIELLE

→ BENYAMIN NETANYAHU

« La paix se fait à travers **des négociations directes entre les deux parties et non à travers un diktat international**. J'appelle donc dès maintenant le président de l'Autorité palestinienne à se rendre à des négociations directes, sans conditions préalables et de les poursuivre jusqu'à leur finalisation ».

<http://www.jpost.com/DiplomacyAndPolitics/Article.aspx?id=237120>

POSITIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

→ MICHEL WARSCHAWSKI — ALTERNATIVE INFORMATION CENTER

« **Quelle sera la destinée de l'Organisation de Libération de la Palestine**, qui, jusqu'à maintenant, était reconnue par la communauté internationale comme l'unique représentante du peuple palestinien et représentait officiellement les Palestiniens dans les organismes de l'ONU ? **Remplacer l'OLP par un Etat de Palestine virtuel n'est pas un progrès, mais rejoint un vieux rêve israélien : remplacer la nation palestinienne par la population de Cisjordanie et de Gaza et l'OLP par une direction locale**. Jusque récemment, un tel objectif était clairement rejeté par l'ensemble du peuple palestinien, qui se revendique non pas comme une « population occupée », mais comme une nation, possédant un droit inaliénable à l'autodétermination ».

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11078>

→ COMITÉ ISRAËLIEN CONTRE LES DESTRUCTIONS DE MAISONS (ICAHD)

« Nous aurions soutenu l'initiative de septembre comme une *étape* dans la réalisation de l'ensemble des droits nationaux palestiniens, mais pour nos partenaires palestiniens la reconnaissance d'un Etat palestinien selon les frontières de 1967 va hypothéquer ces droits, et **étant donné l'importance des critiques sur cette initiative, ICAHD en fait ne « bougera pas »**.

<http://www.altro.co.il/newsletters/show/1077?key=5b9b38a7619ad9dbb660e3edb91a5efd>

→ ASSOCIATION POUR LES LIBERTÉS PUBLIQUES EN ISRAËL (ACRI)

« Si la Palestine est reconnue en tant qu'Etat, cela ouvrirait la voie pour devenir membre de conventions et cours internationales. **Ce qui donnerait à la Palestine de nouveaux outils pour faire appliquer les droits des Palestiniens**. De même la reconnaissance de l'Etat palestinien renforcerait l'obligation des autorités de respecter les droits de l'Homme ».

<http://www.acri.org.il/camp/statehood>

→ AVRAHAM BURG, MEMBRE DE L'ORGANISATION PACIFISTE SHEIKH JARRAH SOLIDARITY MOVEMENT, EX-DIRECTEUR DE L'AGENCE JUIVE ET PRÉSIDENT DE LA KNESSET DE 1999 À 2003

« Le processus de paix a presque vingt ans. Dans son ombre, c'est toute une génération d'Israéliens et de Palestiniens qui ont grandi et perdu leur innocence. La plupart ne croient plus que ce processus débouchera sur un avenir meilleur. La stratégie palestinienne, qui conjugue construction de structures étatiques et souhait de reconnaissance par les Nations unies, ne peut pas se substituer à l'espoir de paix, mais elle est à l'image de ce nouvel esprit qui souffle sur tout le Moyen-Orient. C'est ce nouvel esprit, ce sont ces transformations qui permettront au long processus de paix d'atteindre enfin son but. **Un Etat palestinien sera créé. Ce n'est qu'en le reconnaissant, en œuvrant à son acceptation au sein de la famille des nations, que nous nous rapprocherons de ce jour où deux Etats souverains se partageront dans la paix et la prospérité cette étroite bande de terre entre Jourdain et Méditerranée »**.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/01/ouvrir-grand-les-bras-a-l-etat-palestinien_1543464_3232.html

→ **MICHAEL SFARD, AVOCAT, CONSEILLER JURIDIQUE DE YESH DIN, ORGANISATION DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME.**

« L'importance de l'adhésion d'un Etat palestinien à l'ONU, c'est que, pour la première fois, ce seront les Palestiniens qui décideront du cadre juridique international ayant force obligatoire sur leur territoire. **Après plus de 40 ans dans le désert de l'occupation, les Palestiniens auront la possibilité d'influencer leur destin par des moyens légaux** ».

<http://www.haaretz.com/print-edition/opinion/the-legal-tsunami-is-on-its-way-1.358758>

→ **AKIVA ELДАР — JOURNALISTE HAARETZ**

« Le texte du projet de résolution, que la direction du Fatah a établie, a pour but **de permettre aux pays considérés comme « problématique », comme l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la République tchèque, de prendre le train en marche ou tout au moins de s'abstenir** ».

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/new-palestinian-strategy-document-will-make-it-difficult-for-u-s-to-oppose-un-vote-1.381426>

5. FRANCE/EUROPE

LES POSITIONS OFFICIELLES

→ **NICOLAS SARKOZY**

« Je souhaite que les 27 pays de l'Union européenne s'expriment d'une seule voix, et qu'ensemble nous assumions nos responsabilités. La France, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères va prendre des initiatives. Nous voulons l'unité de l'Europe.

Mais quel que soit le résultat de ce vote, nous nous trouverons ensuite devant un processus de paix à reconstruire. Je souhaite qu'avant de se lancer dans un nouveau cycle de tentatives sans lendemain et de rendez-vous manqués, on s'interroge sérieusement sur la méthode de négociation. Pour dire les choses clairement, la France pense que la méthode de négociation n'est pas la bonne. D'ailleurs, si elle était la bonne, on se demande pourquoi elle produit si peu de résultat. Le rôle des États-Unis est incontestable et irremplaçable, mais ce n'est pas critiquer nos amis américains que de dire qu'ils ne peuvent pas réussir seuls. Il faut élargir le cercle de la négociation, réfléchir au rôle et à la pertinence du Quartet, donner à chacun la place qui lui revient au regard de ses relations avec les parties. Gardons à l'esprit que l'Union européenne est le premier partenaire économique d'Israël et le premier donneur d'aide aux Palestiniens. L'Europe n'a pas à demander un strapontin pour participer à des négociations qui la concernent au premier chef. L'Europe est un partenaire de la négociation et c'est une erreur de ne pas mettre l'Europe au cœur. »

<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/19e-conference-des-ambassadeurs.11935.html>

→ **ALAIN JUPPÉ**

→ « **Il reste une petite chance d'éviter une confrontation.** Cette petite chance serait d'arriver à un projet de résolution qui serait acceptable pour un grand nombre de pays. Nous sommes en train d'y travailler en liaison avec la Ligue arabe qui s'est réunie hier au Caire et qui doit se réunir encore aujourd'hui, en liaison avec les Palestiniens, en liaison avec les Britanniques, (et en liaison avec la chef de la diplomatie européenne) Mme Catherine Ashton. **S'il y a une confrontation, ce sera un échec pour les États-Unis, ce sera un échec pour les Européens qui vraisemblablement se diviseront, ce sera un échec pour Israël** qui se trouvera gravement isolé alors qu'il l'est de plus en plus, dans sa région et au-delà »

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/09/13/97001-20110913FILWWW00419-palestine-une-petite-chance-juppe.php>

→ « Quel est notre objectif ? **Eviter un échec pour tout le monde en septembre à l'Assemblée générale des Nations unies.** Échec pour Israël si une résolution reconnaissant immédiatement l'État palestinien était votée à une large majorité parce qu'Israël se trouverait forcément isolé. Échec pour les Palestiniens parce que le jour d'après ne sera sans doute pas très favorable - on connaît les menaces d'interruption de financement qui pèsent sur les Palestiniens. Échec pour l'Amérique qui se trouvera isolée et échec pour les Européens qui risqueraient de se diviser.

La question d'un statut à la Vatican est une des hypothèses qui a été évoquée. Mais je vous l'ai dit nous sommes dans un processus qui s'engage et je ne souhaite pas en dire plus sur les pistes d'atterrissage éventuelles. Justement on parlait du Vatican à propos de l'Autorité palestinienne. D'autres ont préféré parler de l'ancien statut de la Suisse ».

<http://ambafrance-pl.org/spip.php?article4715>

→ CATHERINE ASHTON

« Il n'y a pas encore de résolution sur la table, donc **il n'y a pas de position commune.** Ce qui est clair pour l'UE est le seul moyen d'aller de l'avant reste les négociations ».

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/ashton-no-unified-eu-stance-on-un-recognition-of-palestinian-state-1.384030>

→ GUIDO WESTERWELLE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALLEMAND

« Les tentatives qui pourraient rendre la solution de deux États devraient être évitées. En ce qui concerne la possible demande de la Palestine adressée aux Nations unies, **la question au final est de savoir si cela va servir le processus de paix ou le fragiliser** ».

<http://www.jpost.com/DiplomacyAndPolitics/Article.aspx?id=237697>

→ LE GROUPE DES EX-DIRIGEANTS EUROPÉENS²

« Les États européens se sont déjà engagés en déclarant au travers du Comité de liaison ad hoc et de la Banque mondiale que la Palestine est prête pour l'indépendance. Revenir maintenant sur cet engagement serait faire preuve d'incohérence, de faiblesse et de manque de volonté politique. Ce serait également offrir une victoire aux forces du statu quo [...] **En reconnaissant la souveraineté et l'indépendance de la Palestine, et en accompagnant ce geste de l'indispensable soutien financier qu'il requiert, l'Europe ancrera solidement l'État palestinien dans le camp de la paix et de la coexistence et renforcera la stabilité de la région.** Au moment même où l'Union européenne s'efforce de redéfinir ses relations avec les sociétés de la région, les États membres ne doivent pas laisser passer cette occasion de jouer un rôle significatif et positif ».

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/11/pour-la-reconnaissance-de-l-etat-palestinien_1546109_3232.html

² Hubert Védrine, président du groupe des ex-dirigeants européens, France ; Frans Andriessen, Pays-Bas ; Giuliano Amato, Italie ; Laurens Jan Brinkhorst, Pays-Bas ; Hervé de Charette, France ; Uffe Elleman-Jensen, Danemark ; Jean François-Poncet, France ; Felipe Gonzales, Espagne ; Lena Hjelm-Wallén, Suède ; Lionel Jospin, France ; Michael Lothian, Royaume-Uni ; Louis Michel, Belgique ; Andrzej Olechowski, Pologne ; Romano Prodi, Italie ; Mary Robinson, Irlande ; Michel Rocard, France ; Jorge Sampaio, Portugal ; Pierre Schori, Suède ; Clare Short, Royaume-Uni ; Peter Sutherland, Royaume-Uni ; Erkki Tuomioja, Finlande ; Andreas van Agt, Pays-Bas ; Hans van den Broek, Pays-Bas ; Vaira Vike-Freiberga, Lituanie ; Richard von Weizsäcker, Allemagne.

6. FRANCE

OPINIONS

→ BERNARD RAVENEL, PRÉSIDENT DE LA PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

« Il faut insister sur le fait qu'on n'entamera aucun processus réel de paix si des deux côtés on n'assume pas comme donnée fondamentale l'existence de deux Etats libres et souverains. **La reconnaissance de l'Etat palestinien est devenue la condition d'une sortie de la logique de guerre dans la région.** Il est clair que celui qui croit que les terres de Palestine appartiennent par droit divin à Israël n'admet pas l'existence de l'Etat de Palestine...

Aujourd'hui, la société palestinienne, et avec elle l'opinion publique mondiale, est arrivée à une double conclusion. La première, c'est qu'à travers son interprétation des accords d'Oslo, Israël n'a jamais vraiment envisagé de mettre fin à l'occupation et à la colonisation et, par conséquent, d'accepter l'instauration d'un Etat palestinien indépendant. La deuxième, c'est que, par leurs déclarations, (voir la récente prestation de Nétanyahou devant le Congrès américain), les Israéliens ont transmis un message sans équivoque : l'autodétermination pour les Palestiniens n'a jamais figuré à leur agenda. Donc **il ne faut plus rien attendre de négociations bilatérales avec Israël pour aboutir à un Etat palestinien.**

<http://www.confluences-mediterranee.com/Necessite-historique-et-politique>

→ JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN, CHARGÉ DE RECHERCHE AU CNRS

« Cette initiative n'a plus grand chose à voir avec le droit. **L'État de Palestine, tel qu'il est envisagé aujourd'hui, est en complet décrochage avec le droit national à l'autodétermination, la souveraineté, l'indépendance et avec un certain nombre des résolutions des Nations Unies afférentes.** A l'origine la notion d'État palestinien venait consacrer le droit à l'autodétermination. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Si en septembre les Nations Unies reconnaissent sans plus de précision l'État de Palestine (avec ou sans siège en tant que membre), le peuple palestinien aura perdu l'essentiel. C'est en effet juridiquement dans les limites de cet État que le peuple palestinien sera reconnu comme une entité. Ce qui veut dire que le peuple palestinien sera réduit à la seule population d'une partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Mais en seront exclus tous les Palestiniens de la diaspora, les réfugiés, les Palestiniens d'Israël et ceux de Jérusalem situés à l'extérieur des frontières de l'État envisagé.

Pour moi il ne s'agit pas de d'une avancée du droit. Ce n'est que l'énième initiative prise par un leadership palestinien qui a perdu une grande part de sa crédibilité auprès de son peuple et qui veut défendre à tout prix ses prérogatives. Aujourd'hui, l'Etat palestinien a été déconnecté de la souveraineté. Personne n'imagine que, si un Etat de Palestine est ce mois-ci reconnu par l'ONU, les Palestiniens vont trouver l'indépendance avec la fin à l'occupation militaire ».

<http://www.plateforme-palestine.org/Etat-palestinien-les-Palestiniens,2295>

→ JULIEN SALINGUE, ENSEIGNANT EN SCIENCE POLITIQUE ET DOCTORANT À L'UNIVERSITÉ PARIS 8

« On l'aura compris : les enjeux politiques de « septembre » vont bien au-delà du résultat d'un vote de l'Assemblée Générale de l'ONU. L'initiative de l'AP est, paradoxalement, l'un des principaux indices tendant à démontrer que nous assistons bien à la fin d'un cycle, que j'ai déjà eu l'occasion de nommer « parenthèse d'Oslo »⁶⁰, au cours duquel la direction palestinienne avait fait le pari d'une solution bi-étatique parrainée par la superpuissance états-unienne. **Nul ne peut affirmer avec certitude ce que seront les caractéristiques du nouveau cycle qui s'ouvre, mais il ne fait aucun doute que les Palestiniens tireront les leçons des années Oslo et seront fortement influencés par la tempête qui secoue actuellement le monde arabe.** C'est ce qui semble inquiéter au plus haut point les autorités israéliennes, davantage que ce qui se déroulera en septembre dans les travées de l'ONU ».

<http://www.france-palestine.org/article18161.html>

→ **DOMINIQUE VIDAL — HISTORIEN ET JOURNALISTE**

« **L'accueil de la Palestine au sein de la communauté des nations ne remplacera ni l'action ni la négociation indispensables. Mais elle constituera un tremplin pour la première et créera un nouveau cadre pour la seconde.** Qui peut nier, en particulier, le changement radical qu'un tel événement constituera par rapport au soi-disant « processus de paix » d'Oslo : l'Etat d'Israël devra traiter avec un Etat de Palestine également reconnu par l'ONU, dans le cadre de celle-ci et sur la base de ses résolutions ! ».

<http://www.france-palestine.org/article18076.html>

→ **RENÉ BACKMANN-LE NOUVEL OBSERVATEUR**

« Washington a déjà annoncé que les Etats-Unis opposeraient leur veto. Pourquoi ? Officiellement parce que cette initiative créerait un “fait accompli diplomatique” qui pourrait compromettre une reprise des négociations. En réalité, parce que **l'administration Obama, qui épouse désormais la position israélienne, refuse de voir le conflit israélo-palestinien internationalisé et exposé, dans toute sa rudesse, devant le forum des nations.** Au mieux, les Palestiniens obtiendront de l'Assemblée générale le curieux statut d'“Etat non membre”, plus propice à l'action diplomatique que leur actuelle position d'observateur. Ce statut - dont dispose aujourd'hui le Saint-Siège - leur permettra de renforcer leur présence au sein des grandes organisations de l'ONU et confortera l'assise juridique de leur combat contre l'occupation et la colonisation israéliennes ».

<http://www.france-palestine.org/article18156.html>

→ **MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC ET DE SCIENCES POLITIQUES**

« **Il est évident que c'est une entrée à l'ONU qui donnerait à la Palestine la plénitude de ses droits.** Elle pourrait adhérer à titre d'Etat au Statut de la Cour Internationale de Justice et de la Cour Pénale Internationale. Cela lui donnerait l'occasion de s'engager dans des procédures pour faire valoir les droits de son peuple. Elle pourrait adhérer aux grandes conventions internationales. Son autorité dans l'enceinte internationale et, par voie de conséquence, dans ses relations avec Israël, s'en trouverait profondément renforcée ».

<http://www.france-palestine.org/article16407.html>

→ **JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS**

« **Jamais il n'y a eu dans le passé de telles convergences politiques en faveur de la création d'un Etat palestinien [...]** une reconnaissance par l'Assemblée générale serait certainement un tournant majeur dans l'affirmation des droits légitimes du peuple palestinien. Chacun devra alors prendre ses responsabilités au-delà des discours que les uns et les autres ont prononcés ces derniers mois. En tout cas, ce statu quo d'un autre âge où une puissance occupante interdit à tout un peuple d'être maître de son destin ne peut plus demeurer encore longtemps alors que partout ailleurs dans la région de profondes mutations sont à l'œuvre ».

<http://www.confluences-mediterranee.com/L-urgence-de-la-reconnaissance-d>

7. MONDE

→ BARACK OBAMA

« Ce qui se passe à New York va occuper l'attention des médias mais ne vas pas modifier la situation sur le terrain à moins que Palestiniens et Israéliens ne s'assoient ensemble [...] **je l'ai dit de façon très claire, si la proposition palestinienne devait être soumise au Conseil de sécurité, nous nous y opposerons très fermement** ».

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gsD8Ht-MQjwukLGvXII2RZjvCtQA?docId=CNG.1ed529f5773eca2a7522d667c5bbf188.3f1>

→ VITALY CHURKIN, AMBASSADEUR DE RUSSIE AUX NATIONS UNIES

« **Nous voterons bien sûr en faveur** de toute proposition palestinienne ».

<http://en.rian.ru/world/20110913/166806255.html>

→ JIANG YU, POR'TE PAROLE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CHINOIS

« La Chine a toujours soutenu la juste cause des palestiniens. **Avoir son propre Etat est un droit inaliénable du peuple palestinien** coexistant pacifiquement avec Israël ».

<http://en.rian.ru/world/20110907/166497017.html>

→ RECEP TAYYIP ERDOGAN

« **La reconnaissance d'un Etat palestinien** n'est pas une option, c'est **une obligation** ».

http://www.jpost.com/DiplomacyAndPolitics/Article.aspx?ID=237801&R=R1&utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter

→ TURKI AL-FAISAL, ANCIEN AMBASSADEUR SAOUDIEN AUX ÉTATS-UNIS

« Les USA doivent soutenir la demande palestinienne aux Nations unies ou risquer de perdre le peu de crédibilité qu'ils ont dans le monde arabe. S'ils ne le font pas, l'influence américaine diminuera encore, la sécurité israélienne sera affaiblie et l'Iran sera renforcé, augmentant ainsi les chances d'une autre guerre dans la région. **De plus, l'Arabie saoudite ne sera plus capable de coopérer avec les USA de la même façon qu'auparavant.** »

<http://www.smh.com.au/world/saudi-arabia-warns-off-us-on-palestinian-veto-20110913-1k7rp.html>

→ BAN KI MOON

« **Je soutiens l'existence d'un Etat pour les Palestiniens** : un Etat indépendant, souverain de Palestine, qui est depuis longtemps attendu [...] la reconnaissance d'un Etat est quelque chose qui doit être déterminé par les Etats membres ».

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/un-secretary-general-palestinian-statehood-is-long-overdue-1.383504>

→ FILIPPO GRANDI, COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'UNRWA

« L'aspiration pour un Etat palestinien, une fin au conflit israélo-palestinien et une solution juste et durable au désespoir des réfugiés palestiniens sont des objectifs distincts, même si ils sont liés. **Une demande de reconnaissance d'un Etat en soi ne concerne pas le problème des réfugiés** ».

http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=419802&utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter

→ J STREET

« **J Street ne soutient pas les efforts palestiniens** pour devenir un membre des Nations unies à ce moment précis car nous ne croyons pas que, dans le contexte actuel, cela fasse avancer la paix, renforce la sécurité et améliore les conditions sur le terrain ».

<http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/j-street-opposes-palestinian-statehood-bid-at-un-1.383314>

→ INTERNATIONAL CRISIS GROUP

« **Le chemin vers les Nations unies a été une histoire de mauvaise gestion collective.** Les Palestiniens, dans un mélange d'ignorance, de divisions internes et de politique de la corde raide, ont survécu ce à quoi ils pourraient parvenir en intégrant les Nations unies et sont maintenant **en train de lutter pour éviter de perdre davantage de crédibilité en Palestine.** Israël en sur dramatisant l'impact de l'initiative de septembre [...] L'administration américaine, incapable de contrôler les événements, découragé par les deux parties, et face à un congrès qui lui ferait payer un prix cher pour toute avancée palestinienne aux Nations unies, veut simplement voir tout ceci disparaître[...] **La plupart des Palestiniens ne soutiennent pas avec force l'initiative de septembre mais ils s'opposeraient fortement à une décision de revenir sur cette initiative sans compensation correspondante** ».

<http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/israel-palestine/112-curb-your-enthusiasm-israel-and-palestine-after-the-un.aspx>

→ **LES ANCIENS (THE ELDERS)** – (Martti Ahtisaari, Kofi Annan, Ela Bhatt, Lakhdar Brahimi, Gro Brundtland, Fernando Henrique Cardoso, Jimmy Carter, Graça Machel, Mary Robinson et Desmond Tutu . Nelson Mandela et Aung San Suu Kyi sont membres honoraires).

« **Les Anciens accueillent avec chaleur les efforts de la direction palestinienne de chercher un soutien pour la reconnaissance de l'Etat palestinien** par les Nations unies et pensent qu'un tel geste est de nature à changer les dynamiques du processus de paix au Moyen orient, actuellement bloqué ».

<http://www.theelders.org/media/mediareleases/elders-support-palestinian-appeal-united-nations>